

Alain Lipietz

L'Europe impensée

«L'Europe, on en parle, faisons la!», «Demain l'Europe!»: s'il existe un consensus entre les candidats-Présidents, c'est bien sûr l'Europe! Or ce consensus a ceci de particulier qu'il tient à ce que, l'Europe, on n'en parle justement pas.

L'Europe est une sorte d'au-delà de l'horizon, de paradis à portée de la main: ici, maintenant, ça va mal, et on ne voit pas qu'y faire, mais quand il y aura l'Europe, on va voir ce qu'on va voir!

L'ennui, c'est que l'Europe existe depuis 1957, constamment élargie dans sa surface, approfondie dans sa logique économiste et libérale, et on voit déjà. On voit même qu'une partie des problèmes de chaque pays de la communauté vient du Marché Commun tel qu'il existe. Et on parle de le parachever! Mais regardons autour de nous! Quels pays, en Europe occidentale, sont en dessous de 3% de chômage? La Suisse, la Norvège, la Suède. L'Autriche: à peine plus. C'est la liste des pays hors-CEE.

L'Europe viciée

Qu'est-ce que l'Europe de la Communauté? Une zone libre d'échange, avec *quelques* politiques communes. On reviendra sur les *quelques*. En première approximation, il n'y a pas d'autre politique commune que le fait que les pays qui la composent peuvent avoir, ou ne pas avoir, la *même* politique. De 1957 à 1973, les pays de la communauté ont eu *de fait* la même politique («social démocrate», ou «keynésienne» comme on voudra), parce qu'elles suivaient le *même* modèle de développement («fordiste», dit-on¹). Autrement dit, il y avait, partout mais séparément, un même accord implicite, plus ou moins conflictuel, entre Etats, patronats et syndicats. Cet accord, d'ailleurs évoqué dans le Traité de Rome, impliquait une hausse rapide du niveau de vie des travailleurs, qui fournissait un débouché aux gains de productivité.

Mais aucun mécanisme explicite n'assurait l'équilibre commercial intra-communautaire. Une hausse du pouvoir d'achat plus rapide dans un pays que dans les autres ouvrait donc un double risque de déficit commercial: 1) parce que les coûts de production y augmenteraient plus vite, et donc la compétitivité diminuerait, 2) parce que le pouvoir d'achat et l'investissement y croissent plus vite, à coefficient d'importation égal, les importations y augmenteraient. Le principe même du Marché Commun (l'ouverture des frontières) élevant régulièrement les coefficients d'importation par rapport à la demande locale, l'internationalisation économique fragilisait progressi-

vement l'équilibre des paiements de chaque pays séparé, en particulier ceux qui étaient les moins compétitifs et/ou croissaient plus vite. Pendant 15 ans toutefois ce risque fut limité, d'abord, on l'a dit, parce que tous les pays, suivant le même modèle, croissaient le plus vite possible. Ensuite parce qu'existaient trois régulateurs à la disposition des pays:

1. Ralentir volontairement leur propre croissance.
2. Augmenter la compétitivité grâce à des dévaluations.
3. Elever des barrières douanières non-tarifaires, par le jeu des normes, des homologations à l'importation, des clauses de sauvegarde prévues par le Traité de Rome.

Dans les années 70, la nécessité de payer la rente pétrolière et donc de gagner des devises à l'export accéléra encore l'internationalisation du commerce intra-communautaire et aussi extra-communautaire (car la CEE est peu protectionniste vis-à-vis du reste du monde). Or c'est à ce même moment que les régulateurs 2 et 3 furent bloqués:

Le Système Monétaire Européen interdit à un pays de dévaluer sans l'accord de ses partenaires et surtout du «primus inter pares», l'Allemagne. La droite française, sous Giscard, ne se gêna pas pour sortir 2 fois de ce système et dévaluer. La Gauche, victime de la mystique du Franc fort, n'osa plus avoir recours à ce régulateur, et, sottise revanche, mit au défi la droite, revenue au pouvoir, de ne pas dévaluer. Les dévaluations eurent lieu quand même, mais l'Allemagne, soucieuse d'éliminer les concurrents français, n'autorisa que des dévaluations insuffisantes. L'usage des classes de sauvegarde tomba en désuétude, sauf pour les pays du Sud, dont l'Italie (dont le dynamisme fait pourtant contraste avec la France). C'est ce troisième régulateur que l'accord de «Grand Marché Intérieur» va définitivement supprimer en 1992 en:

- supprimant la préférence nationale dans les Commandes Publiques, interdisant ainsi aux pays d'avoir une politique industrielle propre,
- supprimant les dernières mesures administratives limitant les importations (homologation, etc.), ouvrant par exemple les marchés français ou italiens aux véhicules japonais,
- supprimant la possibilité, par la TVA déductible à la frontière, de moduler la fiscalité interne à chaque pays.

Qu'est-ce qui restait, qui restera, après 1992, le *seul* régulateur? Le premier. Pour équilibrer sa propre balance commerciale, chaque pays devra s'efforcer de croître moins vite que le voisin, de comprimer davantage ses coûts. Moins de salaire. Moins de réduc-

1. Sur les contradictions entre le modèle de développement fordiste et l'internationalisation, voir mon livre *Mirages et miracles*, La Découverte, et sur ses effets sur l'expérience de gauche en France, *L'Audace ou l'enlisement* (même éditeur).

tion de la durée du travail. Moins de Sécurité sociale. Moins de dépenses publiques. Résultat: un ralentissement supplémentaire de la croissance, une accélération du chômage, qui frappera particulièrement les pays les moins riches, en plus forte expansion démographique et actuellement les moins compétitifs: ceux du Sud, l'Irlande, et aussi la France et l'Italie.

Le problème est donc logiquement posé:

— Ou bien *reculer* sur l'unification des marchés, revenir vers le type de maîtrise de leur commerce extérieur qu'ont su garder les non-membres (Suède, etc.). Ce qui n'est nullement incompatible avec une accentuation technique et scientifique (genre Esprit, Comett, etc.).

— Ou bien *accélérer*, avant 92, l'unification sociale et politique de l'Europe dans un sens progressiste: SMIC et horaires européens, financement commun de la Sécurité sociale avec alignement vers le haut, etc.

C'est de cela que la Gauche au moins aurait dû parler, et sur lequel elle reste muette.

L'exemple agricole

Une unification sociale et politique: cela veut dire que les pays ne font plus une guerre commerciale à coup d'austérité compétitive, ça veut dire aussi qu'existent des transferts nets des pays plus riches vers le pays plus pauvres. Or cela existe: les programmes régionaux (qui viennent heureusement d'être intensifiés au sommet de Bonn) et la Politique Agricole Commune... qui est malade.

Il est de bon ton, chez les journalistes urbains, de se gausser des éternels palabres sur la politique agricole, non sans un certain «racisme anti-plouc». Ils ont grand tort. La PAC est l'exemple même du premier accord de solidarité sociale internationale, avec transfert nets. Archi-complicé dans sa réalisation, le principe en est simple:

— Il y a un prix unique européen, donc pas (trop) de concurrence par les prix.

— Ce prix est déterminé de façon à assurer un revenu supposé décent (en fait inférieur au SMIC urbain) pour le paysan spécialisé dans tel ou tel produit. La garantie de ce prix est assurée par des fonds de stabilisation à financement international: un revenu garanti international, en somme!

En fait, concrètement, ce beau système est lui-même vicié car fondé sur un soutien au revenu *par le biais* du prix des produits. Premier résultat: tendance à produire «toujours plus» pour agrandir le revenu paysan, quitte à compromettre les équilibres écologiques, à importer massivement des protéines, à dégrader la qualité du produit, à accumuler les stocks invendables. Second résultat: ce sont les paysans les plus riches qui sont le plus subventionnés, puisqu'ils produisent plus. Bilan: une exaspération des urbains face aux paysans «dévoués de subventions», un gâchis écologique colossal, une difficulté croissante des plus petits à survivre.

La réponse communautaire, encouragée par MM. Delors et Rocard (pour s'en tenir aux Français): garder le même système, mais bloquer le niveau de production, soit par des quotas, soit en diminuant le prix garanti, soit en subventionnant la mise des sols en jachères (avec cette fausse fenêtre: «la jachère pâturée», à la stabilité écologique douteuse). Bref: concentration du productivisme subventionné sur un nombre restreint de paysans, mise en friche des hommes et de leur terre. La réponse de la gauche paysanne européenne (et de la Confédération paysanne

en France): passage explicite à une subvention au revenu garanti (par un système de quantum), pour le plus grand nombre d'emplois ruraux et l'utilisation la plus écologique de la terre, sans plus gaspiller de subvention pour les «usines à bouffe».

Un choix de société, de culture, de santé, de paysage, de beauté: qui en parle? On préfère rigoler des négociations au sommet sur le prix du lupin. Mais ces négociations continuelles sont exactement aussi importantes que les accords de Grenelle ou de Matignon: c'est un compromis institutionnel entre les classes sociales de *plusieurs pays* pour savoir à quelle sauce les uns mangeront, les autres seront mangés. Si l'Europe sociale doit précéder le marché unique, il y a aura tous les ans des négociations du même genre pour savoir si le retraité portugais, qui n'a jamais cotisé, doit bénéficier de la même pension que le retraité danois, et si c'est l'ingénieur anglais ou l'entrepreneur italien qui devra payer pour lui... Pas simple? Mais c'est ça, «construire l'Europe», socialement et politiquement.

On mesure ici concrètement le rôle de «trou noir» du Mythe-Europe. Voici 12 Etats-Nations qui ne savent plus ce qu'ils veulent faire d'eux-même, de leur propre citoyen(ne)s, qui ne savent plus quels compromis passer en leur propre sein. Qui ne savent plus s'ils se fondent encore sur un droit du travail ou s'il faut l'abolir. En on veut tout jeter dans le sac Europe! N'est-il pas évident que les partisans de cette fuite en avant, incapables de penser leur propre projet, n'ont en réalité qu'un schéma inconscient: organiser à l'échelle européenne la lutte sans régulation de tous contre tous, et que Dieu reconnaisse les siens? L'Europe, un fourre-tout d'individus? Aucune nation ne peut exister comme ça!

La monnaie et la dépense

Prenons les deux attributs-clés de l'Etat Nation: l'Argent, la Défense. «Une banque centrale européenne»: c'est malin. Qui émettra quelle quantité de monnaie par an? En fonction de quels besoins en développement? Ceux du Portugal? Ou ceux du Bavarois moyen, repu et sans enfant? Comment ne pas deviner que la seule règle qui saura s'imposer est celle de l'orthodoxie monétariste: une quantité fixe de crédit nouveau annuel, et que chacun se débrouille. Les émeutes régionales sont déjà programmées!

Et la Défense! Ah, la Défense Commune Européenne! Mais laquelle? Selon quelles stratégies? Quelle conception du citoyen(ne) résistant? Guérillero urbain? Manifestant non violent? Officier presse-bouton de l'Apocalypse?

L'Europe, c'est très bien si c'est une puissance de paix, d'aide au développement, de défense mondiale des droits de l'homme, d'expérimentation sociale d'une manière non productiviste de vivre et de travailler. Mais pour faire cette Europe, il faut un consensus des Européens. Et s'il existe, alors il existe aussi dans chaque nation. Et alors, pourquoi ce consensus ne s'exprime-t-il pas déjà nation par nation?

Avant de faire l'Europe, faisons d'abord des Européens. Pas des loups et des chômeurs. **M**